

BUDGET
2000-2001

Plan

budgétaire

Section 2

La situation financière du gouvernement en 1999-2000 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement	3
Les revenus budgétaires	5
Les dépenses budgétaires	9
Les opérations non budgétaires	12
Le financement.....	14
Les remboursements d'emprunts	20
La dette du gouvernement	21
Les emprunts et les investissements du secteur public	27
Données historiques et résultats préliminaires	33
Opérations financières du gouvernement du Québec	
<input type="checkbox"/> Sommaire	33
<input type="checkbox"/> Revenus budgétaires	34
<input type="checkbox"/> Dépenses budgétaires	35
<input type="checkbox"/> Opérations non budgétaires.....	36
<input type="checkbox"/> Opérations de financement.....	38
Emprunts réalisés en 1999-2000 pour le Fonds consolidé du revenu	39
Emprunts réalisés en 1999-2000 pour les organismes consolidés.....	40
Emprunts réalisés en 1999-2000 par le gouvernement pour les organismes non consolidés.....	41
Emprunts réalisés en 1999-2000 par le gouvernement pour Financement-Québec	42
Emprunts réalisés en 1999 par Hydro-Québec	43
Annexes	
2.1 Données du Discours sur le budget 1999-2000 et résultats préliminaires selon la structure budgétaire 2000-2001	45
2.2 Résultats des organismes consolidés	49
2.3 Liste des organismes consolidés	53

Les opérations financières du gouvernement⁽¹⁾

Équilibre budgétaire de
nouveau atteint en
1999-2000

Les résultats préliminaires des opérations financières du gouvernement pour l'année se terminant le 31 mars 2000 indiquent que l'équilibre budgétaire sera atteint de nouveau en 1999-2000.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 1999-2000 sont plus élevés qu'anticipé au dernier budget de 1 789 millions de dollars. Cet accroissement des revenus s'explique par des révisions à la hausse de 2 413 millions de dollars des revenus autonomes et à la baisse de 624 millions de dollars des transferts du gouvernement du Canada.

Par ailleurs, les dépenses budgétaires consolidées sont révisées à la hausse de 1 789 millions de dollars, pour atteindre 46 961 millions de dollars. Cette variation reflète, d'une part, l'impact des ressources additionnelles annoncées au présent Discours sur le budget, notamment pour la santé et les services sociaux ainsi que pour les jeunes et l'éducation. De plus, le service de la dette est révisé à la baisse de 211 millions de dollars par rapport au niveau prévu au moment du dernier budget. Cette révision s'explique principalement par des taux d'intérêt plus faibles et un dollar canadien plus fort vis-à-vis les autres monnaies que ce qui était prévu au budget de mars 1999.

Surplus financiers nets de
460 millions de dollars :
220 millions de dollars de
mieux que prévu

Pour leur part, les surplus financiers nets consolidés sont révisés à 460 millions de dollars. Il s'agit d'une amélioration de 220 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de mars 1999.

Du côté des opérations de financement, la hausse de 1 924 millions de dollars de la variation de la dette directe par rapport à la prévision initiale s'explique principalement par les nouveaux emprunts de 1 699 millions de dollars effectués pour financer les dépôts additionnels au Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

(1) À des fins comparatives, les données de cette section ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière qui prévaudra en 2000-2001. Les redressements apportés aux prévisions du Discours sur le budget du 9 mars 1999 sont présentés à l'annexe 2.1.

TABLEAU 2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

	1998-1999		1999-2000	
	Résultats réels ⁽¹⁾	Discours sur le budget du 1999-03-09 ⁽¹⁾	Résultats préliminaires ⁽²⁾	Variations par rapport au budget
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	38 560	38 264	40 677	2 413
Transferts du gouvernement du Canada	8 090	6 908	6 284	-624
Total des revenus	46 650	45 172	46 961	1 789
Dépenses d'opérations	- 39 332	- 37 573	- 39 573	-2 000
Service de la dette	- 7 187	- 7 599	- 7 388	211
Total des dépenses	- 46 519	- 45 172	- 46 961	- 1 789
Surplus budgétaire	131	0	0	0
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 402	- 1 258	- 1 755	-497
Immobilisations	- 217	- 300	- 372	-72
Régimes de retraite	1 020	1 440	1 629	189
Autres comptes	991	358	958	600
Excédent non budgétaire	392	240	460	220
Surplus (besoins) financiers nets	523	240	460	220
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 1 983	2 627	2 182	-445
Variation de la dette directe	2 490	- 1 740	184	1 924
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 1 030	- 1 127	- 2 826	-1 699
Total du financement des opérations	- 523	- 240	- 460	-220

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2000-2001. Les redressements requis à l'égard des données du Discours sur le budget du 9 mars 1999 sont présentés à l'annexe 2.1.
- (2) Les résultats préliminaires pour 1999-2000 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 1999 à janvier 2000 et d'une estimation arrêtée au 3 mars 2000 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 1999-2000.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 1999-2000, les revenus budgétaires s'élèvent à 46 961 millions de dollars. La croissance des revenus autonomes est de 5,5 %, alors que les transferts fédéraux diminuent de 22,3 %.

Les revenus autonomes

Par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1999-2000, les revenus autonomes sont augmentés de 2 413 millions de dollars. Ce résultat traduit la vigueur des revenus d'impôts et taxes qui ont bénéficié de la performance économique meilleure que prévu en 1999, ainsi que de la récurrence des revenus supplémentaires enregistrés à la fin de 1998-1999. Par ailleurs, les revenus des entreprises du gouvernement et ceux des organismes consolidés inclus dans le périmètre comptable du gouvernement sont révisés à la hausse de 805 millions de dollars et de 59 millions de dollars respectivement par rapport à ce qui était initialement anticipé.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES (en millions de dollars)

	1998-1999			1999-2000	
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1998-1999 (%)
Impôt sur le revenu des particuliers	15 293	15 354	15 979	625	4,5
Fonds des services de santé	4 117	4 083	4 208	125	2,2
Impôts des sociétés	3 406	3 325	3 575	250	5,0
Taxe de vente	6 426	6 369	6 868	499	6,9
Entreprises du gouvernement	3 131	2 937	3 742	805	19,5
Organismes consolidés	1 680	1 670	1 729	59	2,9
Autres sources	4 507	4 526	4 576	50	1,5
Total des revenus autonomes	38 560	38 264	40 677	2 413	5,5

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont augmentés de 625 millions de dollars et de 125 millions de dollars respectivement. Ces révisions découlent essentiellement de la croissance plus forte que prévu de l'emploi et de la rémunération.

Les revenus à l'égard des impôts des sociétés sont haussés de 250 millions de dollars. Ce résultat est attribuable à une croissance des bénéfices des sociétés nettement plus forte que prévu en 1999.

Par ailleurs, les revenus de la taxe de vente du Québec sont révisés à la hausse de 499 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1999-2000. Cette révision s'explique principalement par la croissance soutenue de la consommation en 1999.

Les revenus provenant des entreprises du gouvernement sont révisés à la hausse de 805 millions de dollars. Cet écart s'explique en grande partie par une hausse de 882 millions de dollars des bénéfices de certaines entreprises, principalement la Société générale de financement du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Les revenus en provenance de Loto-Québec sont également révisés à la hausse de 125 millions de dollars, traduisant ainsi des bénéfices plus élevés que prévu au titre de l'opération des appareils de loterie vidéo et des loteries traditionnelles. Par contre, le bénéfice net d'Hydro-Québec est inférieur de 211 millions de dollars à la prévision initiale en raison des ventes d'électricité plus faibles que prévu et d'une révision à la baisse des revenus provenant des autres produits d'exploitation.

Tel que décrit à l'annexe 2.2, les revenus des organismes consolidés sont en hausse de 59 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1999-2000.

Enfin, en ce qui concerne la révision aux autres sources, elle s'explique principalement par des revenus plus élevés au titre des droits et permis, des revenus d'intérêts et de la taxe sur le tabac. Toutefois, ces révisions sont compensées en partie par des revenus de la taxe sur les carburants moins élevés ainsi que par des ventes de biens et services et des recouvrements moindres qu'initialement anticipé.

Les transferts fédéraux

Par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars 1999, les résultats préliminaires pour l'année 1999-2000 présentent une révision à la baisse de 624 millions de dollars des transferts du gouvernement du Canada qui s'établissent ainsi à 6 284 millions de dollars. Cet écart reflète principalement une diminution des revenus du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

TABLEAU 2.3

**SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION
DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA**
(en millions de dollars)

	1998-1999		1999-2000		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1998-1999 (%)
Péréquation	5 385	4 385	4 388	3	- 18,5
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 697	1 682	1 120	- 562	- 34,0
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	60	15	11	- 4	- 81,7
Autres programmes	690	577	517	- 60	- 25,1
Organismes consolidés	258	249	248	- 1	- 3,9
Total des transferts du gouvernement du Canada	8 090	6 908	6 284	- 624	- 22,3

Les revenus du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont révisés à la baisse de 562 millions de dollars en 1999-2000. Cette révision provient d'abord du report de l'encaissement de 482 millions de dollars provenant de la fiducie du TCSPS, somme qui avait été intégrée au cadre financier du budget 1999-2000. Elle traduit également la valeur plus élevée des points d'impôt liés à l'abattement spécial du Québec qui vient réduire d'autant les transferts financiers versés par le gouvernement fédéral au Québec au titre de ce programme.

Les revenus de péréquation sont, quant à eux, pratiquement inchangés par rapport aux prévisions initiales. D'une part, la capacité fiscale relative du Québec est révisée à la hausse, particulièrement à l'impôt sur le revenu des sociétés et aux taxes de vente, ce qui a eu pour effet de réduire les droits de péréquation du Québec. D'autre part, les revenus des provinces utilisés pour établir les droits de péréquation sont révisés à la hausse,

notamment l'impôt sur le revenu des particuliers et les redevances sur la production de pétrole et de gaz. Cet accroissement contribue à augmenter suffisamment les droits de péréquation pour annuler l'impact de la révision de la capacité fiscale relative du Québec.

Enfin, les revenus des autres programmes sont revus à la baisse de 60 millions de dollars depuis le Discours sur le budget 1999-2000, principalement au titre des transferts fiscaux liés aux autres programmes.

Les dépenses budgétaires

Ressources additionnelles
allouées principalement
pour la santé et les
services sociaux ainsi que
pour les jeunes et
l'éducation

Pour l'année financière 1999-2000, les dépenses budgétaires s'établissent à 46 961 millions de dollars, soit 1 789 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget du 9 mars 1999. Cette augmentation résulte principalement des nouvelles initiatives annoncées au présent budget et des ressources additionnelles allouées notamment dans le secteur de la santé et des services sociaux ainsi que celui de l'éducation. Au total, les dépenses budgétaires montrent une légère augmentation de 1,0 % par rapport à 1998-1999.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999			1999-2000	
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1998-1999 (%)
Objectif de dépenses de programmes	37 964	36 327	36 327	—	- 4,3
Relèvement de l'objectif	—	—	1 947	1 947	—
Dépenses de programmes	37 964	36 327	38 274	1 947	0,8
Organismes consolidés	1 368	1 246	1 299	53	- 5,0
Total des dépenses d'opérations	39 332	37 573	39 573	2 000	0,6
Service de la dette					
▪ Fonds consolidé du revenu					
- Service de la dette directe	4 160	4 286	4 112	- 174	- 1,2
- Régimes de retraite	2 414	2 648	2 612	- 36	8,2
	6 574	6 934	6 724	- 210	2,3
▪ Organismes consolidés	613	665	664	- 1	8,3
Total du service de la dette	7 187	7 599	7 388	- 211	2,8
Total des dépenses budgétaires	46 519	45 172	46 961	1 789	1,0

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 39 573 millions de dollars, soit 2 000 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 1999.

Le présent budget fait état d'un relèvement de l'objectif de dépenses de programmes de 1 947 millions de dollars en 1999-2000, dont près de 800 millions de dollars sont alloués au secteur de la santé et des services sociaux. Premièrement, des ressources additionnelles de 630 millions de dollars ont été attribuées principalement pour assurer l'équilibre budgétaire des établissements du réseau en 1999-2000 et subvenir à la dépense additionnelle encourue à l'égard des conventions collectives. De plus, 152 millions de dollars sont prévus à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) essentiellement aux fins du programme d'assurance-médicaments. Ce montant exclut le déficit de 84 millions de dollars du Fonds de l'assurance-médicaments en 1999-2000, lequel est présenté dans les résultats des organismes consolidés.

Les dépenses allouées à l'éducation et à la jeunesse sont augmentées de plus de 500 millions de dollars. Il s'agit premièrement d'un ajout de près de 300 millions de dollars au ministère de l'Éducation, dont 150 millions de dollars pour encourager la santé financière des réseaux d'enseignement. De plus, 120 millions de dollars sont prévus pour la mise en place du nouveau Fonds Jeunesse et un autre 120 millions de dollars est destiné aux activités de Valorisation-Recherche Québec.

Finalement, plus de 600 millions de dollars sont investis dans les autres secteurs afin, notamment, d'améliorer les services publics, entre autres par des projets d'infrastructures municipales, environnementales et de transport.

Par ailleurs, tel que décrit à l'annexe 2.2, les dépenses des organismes consolidés montrent une hausse de 53 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars 1999.

Le service de la dette

Les prévisions du service de la dette s'établissent à 7 388 millions de dollars, dont 4 112 millions de dollars pour le service de la dette directe du Fonds consolidé du revenu, 2 612 millions de dollars pour la dépense d'intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite et 664 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés. Il s'agit d'une révision à la baisse de 211 millions de dollars par rapport à la prévision du dernier budget.

Cette variation reflète essentiellement la réduction de 174 millions de dollars du service de la dette directe provenant en majeure partie de taux d'intérêt plus faibles et d'un dollar canadien plus fort que prévu. Par ailleurs, la dépense d'intérêts à l'égard des régimes de retraite est aussi revue à la baisse de 36 millions de dollars suite à l'augmentation des dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Les revenus de ce fonds sont comptabilisés en réduction de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les opérations non budgétaires

L'excédent des opérations non budgétaires totalise 460 millions de dollars, soit 220 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 1999.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (en millions de dollars)

	1999-2000		
	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement			
Capital-actions et mise de fonds et variation de la valeur de consoli- dation des placements	- 1 277	- 1 739	- 462
Prêts et avances	1	14	13
	- 1 276	- 1 725	- 449
Prêts et avances aux municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	- 20	3	23
	- 1 296	- 1 722	- 426
Immobilisations	260	266	6
Régimes de retraite	1 440	1 629	189
Autres comptes	354	591	237
Organismes consolidés	- 518	- 304 ⁽¹⁾	214
Excédent non budgétaire	240	460	220

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Détail présenté au tableau 2.17.

Les résultats préliminaires au titre des placements, prêts et avances montrent une hausse des besoins de fonds de 426 millions de dollars par rapport à ce qui était prévu initialement. Cet écart s'explique principalement par l'augmentation de la valeur des placements du gouvernement en raison de bénéfices supérieurs de ces entreprises.

La diminution de 6 millions de dollars des immobilisations provient essentiellement des investissements des ministères et organismes moins élevés que prévu au moment du dernier budget.

Le surplus annuel du compte « Régimes de retraite » montre une hausse de 189 millions de dollars. Cette variation s'explique notamment par la bonification apportée aux régimes de retraite suite à la reconnaissance des droits des conjoints de même sexe, ainsi que par le niveau plus faible que prévu des prestations versées en 1999-2000.

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires représentent les variations d'une année à l'autre de ces postes comptables. Ces comptes, qui comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer, peuvent connaître des fluctuations importantes en raison de la variabilité des encaissements et des déboursés du gouvernement. Pour l'année 1999-2000, le solde des autres comptes présente une hausse de 237 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars 1999 en raison, notamment, de l'augmentation prévue du solde des comptes à payer au 31 mars 2000.

En ce qui a trait aux organismes consolidés, la révision à la hausse de 214 millions de dollars provient principalement d'encaissements plus rapides que prévu à certains fonds spéciaux.

Le financement

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe s'établit à 184 millions de dollars, soit 1 924 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget 1999-2000. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1999-2000 pour le Fonds consolidé du revenu et les organismes consolidés sont de 5 991 millions de dollars, soit 1 934 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget. L'accroissement du niveau d'emprunts reflète principalement la décision d'effectuer des dépôts additionnels au Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (en millions de dollars)

	1999-2000		
	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	2 814	2 073	- 741
Organismes consolidés	- 187	109	296
Total de la variation de l'encaisse	2 627	2 182	- 445
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
- Nouveaux emprunts	2 758	5 241	2 483
- Remboursements d'emprunts	- 5 195	- 5 238	- 43
	- 2 437	3	2 440
Organismes consolidés			
- Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	1 299	750	- 549
- Remboursements d'emprunts	- 602	- 569	33
	697	181	- 516
Total de la variation de la dette directe	- 1 740	184	1 924
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 1 127	- 2 826	- 1 699
Total du financement des opérations	- 240	- 460	- 220

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Incluant des emprunts de 296 millions de dollars effectués pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu s'établit à 3 millions de dollars, soit 2 440 millions de dollars de plus que le montant prévu au Discours sur le budget 1999-2000. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1999-2000 sont de 5 241 millions de dollars, ce qui représente 2 483 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette révision s'explique notamment par les emprunts supplémentaires de 1 699 millions de dollars découlant des dépôts additionnels effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), par les emprunts de 758 millions de dollars réalisés par anticipation ainsi que par la hausse de 43 millions de dollars des remboursements d'emprunts.

La décision d'effectuer des dépôts additionnels au FARR a été prise dans le contexte de la mise en place, par la Caisse de dépôt et placement du Québec, de son Fonds Québec-Mondial, un nouveau véhicule de placements offert à ses déposants. Il en a résulté une demande accrue pour les titres du Québec, de sorte qu'en 1999-2000 les dépôts additionnels au FARR ont été financés par des achats d'obligations du gouvernement par la Caisse de dépôt et placement du Québec et non par l'accroissement des émissions d'obligations sur les marchés publics.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse est réduit de 2 073 millions de dollars, alors qu'une réduction de 2 814 millions de dollars était prévue lors du Discours sur le budget de l'an dernier.

Financement des organismes consolidés

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe des organismes consolidés s'établit à 181 millions de dollars. Il s'agit d'une révision à la baisse de 516 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1999-2000. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1999-2000 sont de 750 millions de dollars, en baisse de 549 millions de dollars par rapport au montant prévu dans le dernier Discours sur le budget.

Cette révision s'explique premièrement par une baisse de 296 millions de dollars des besoins de financement à long terme, le financement prévu étant plutôt réalisé à même une réduction de l'encaisse. Deuxièmement, les prévisions des besoins financiers nets des organismes consolidés ont été réduites de 220 millions de dollars. Troisièmement, les remboursements d'emprunts sont révisés à la baisse de 33 millions de dollars.

Les emprunts

Au total, le gouvernement a réalisé des emprunts de 7 378 millions de dollars en 1999-2000, dont 5 241 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu (incluant 2 826 millions de dollars afin d'effectuer les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite), 750 millions de dollars pour les organismes consolidés (incluant 296 millions de dollars pour le financement de travaux d'organismes municipaux), 443 millions de dollars pour les organismes non consolidés (principalement la Corporation d'hébergement du Québec) et 944 millions de dollars pour Financement-Québec⁽¹⁾.

La réalisation du programme de financement a été caractérisée par l'excellente réceptivité des marchés financiers à l'égard des titres du Québec.

Au total, 66 % du programme de financement, soit 4 874 millions de dollars, a été effectué sur le marché canadien. Le gouvernement a réalisé deux émissions publiques sur ce marché, ayant des échéances de 5 et de 30 ans, ainsi que des émissions à rendement réel et ce, pour un montant total de 829 millions de dollars. Par ailleurs, des placements privés d'un montant de 3 487 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, 106 millions de dollars ont été obtenus par l'émission de billets à moyen terme et 6 millions de dollars auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada. Finalement, les produits d'épargne vendus par Placements Québec devraient procurer au gouvernement 446 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 2 504 millions de dollars, soit 34 % du programme de financement, ont été réalisés sur les marchés étrangers dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Deux émissions publiques d'obligations y ont été réalisées. Premièrement, une émission mondiale d'obligations en dollars américains, d'une échéance de 30 ans et d'un montant de 1,5 milliard de dollars américains (2,2 milliards de dollars canadiens), a été réalisée en septembre 1999. Ensuite, le gouvernement a effectué une première émission publique d'obligations sur le marché de l'euro pour un montant

(1) Financement-Québec est une entreprise du gouvernement créée en 1999-2000 pour faire des prêts à certains établissements du secteur public du Québec, notamment ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation. Auparavant, ces établissements empruntaient auprès du Fonds de financement. Au cours des prochains mois, Financement-Québec devrait commencer à emprunter sur les marchés financiers en son nom propre, avec la garantie du gouvernement. L'exercice 1999-2000 a été un exercice de transition pour le Fonds de financement et Financement-Québec. Ainsi, le montant de 944 millions de dollars inscrit au titre des emprunts de Financement-Québec est constitué d'un montant de 500 millions de dollars d'avances consenties par le Fonds consolidé du revenu à Financement-Québec et d'un montant de 444 millions de dollars avancé au Fonds de financement par le Fonds consolidé du revenu pour effectuer des prêts à des établissements qui sont maintenant desservis par Financement-Québec. Ces prêts ont été transférés à Financement-Québec en cours d'exercice.

de 150 millions d'euro (217 millions de dollars canadiens). Le Québec est la première province du Canada à réaliser une émission publique d'obligations sur ce marché.

TABLEAU 2.7

SOMMAIRE DES EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999-2000

(en millions de dollars)

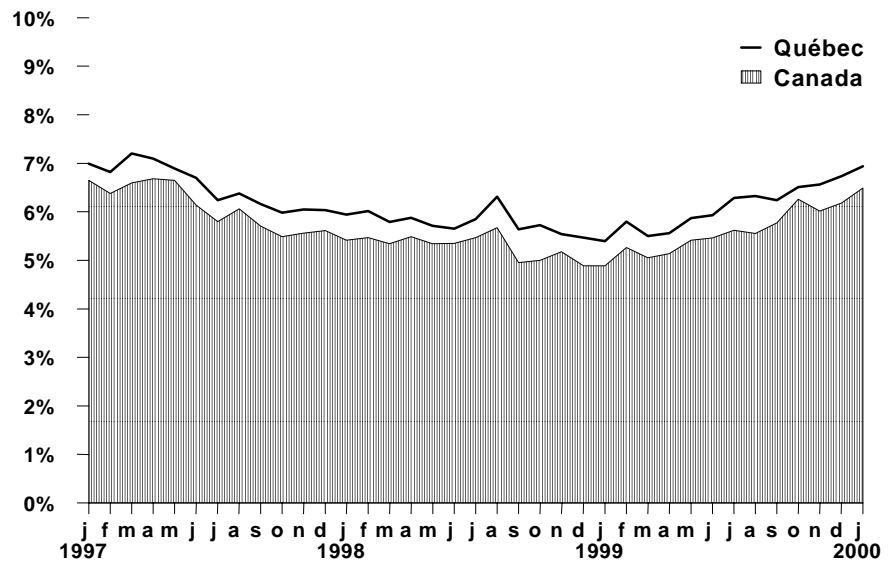
Devises d'emprunts et marchés	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés ⁽¹⁾	Organismes non consolidés	Financement- Québec ⁽²⁾	Total (%)	
Dollar canadien						
Marché canadien						
• Émissions publiques						
Obligations négociables	431	—	—	398	829	11,2
• Émissions privées						
Caisse de dépôt et placement du Québec	1 777	721	443	546	3 487	47,3
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	6	—	—	—	6	0,1
• Produits d'épargne	446	—	—	—	446	6,0
• Billets à moyen terme	106	—	—	—	106	1,5
Sous-total	2 766	721	443	944	4 874	66,1
Dollar américain						
Marché de l'eurodollar américain						
• Billets à moyen terme	—	29	—	—	29	0,4
Marché mondial						
• Obligations négociables	2 200	—	—	—	2 200	29,8
Sous-total	2 200	29	—	—	2 229	30,2
Autres monnaies						
• Émission publique						
Marché de l'euro	217	—	—	—	217	2,9
• Émission privée						
Marché du yen japonais	58	—	—	—	58	0,8
Sous-total	275	—	—	—	275	3,7
Total	5 241	750	443	944	7 378	100,0

(1) Incluant des emprunts de 296 millions de dollars effectués pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

(2) Emprunts réalisés pour financer les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

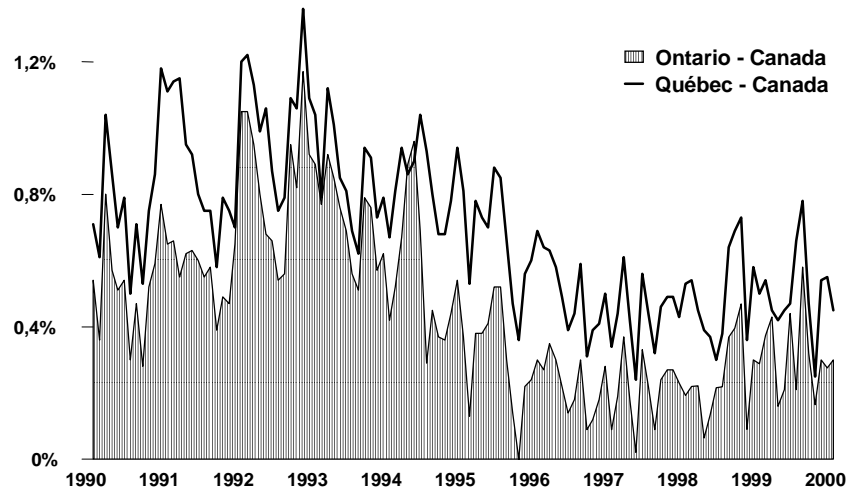
GRAPHIQUE 2.1

**TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA**



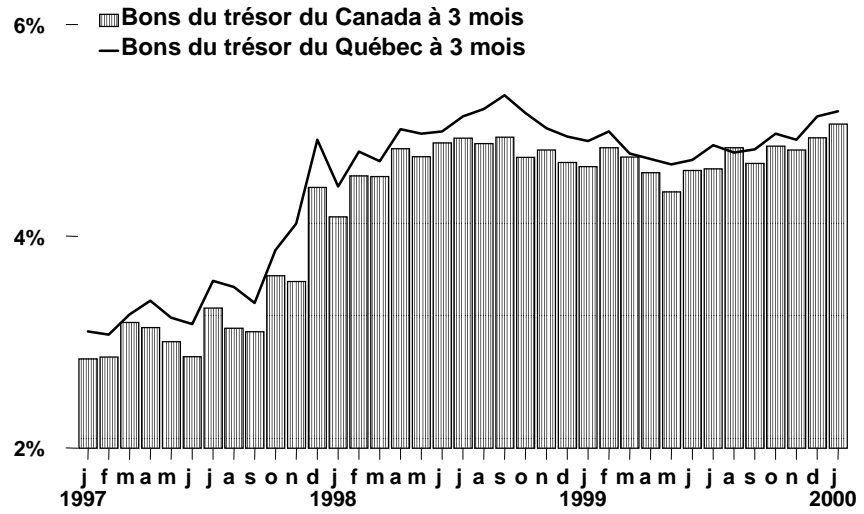
GRAPHIQUE 2.2

**ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES
À LONG TERME (10 ANS)**



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME



Les remboursements d'emprunts

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 1999-2000 du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés s'élèvent à 5 807 millions de dollars, soit 10 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget du 9 mars 1999.

Remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu s'élèvent à 5 238 millions de dollars, soit 43 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget de mars dernier.

Remboursements d'emprunts des organismes consolidés

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts des organismes consolidés pour l'exercice financier 1999-2000 s'élèvent à 569 millions de dollars, soit 33 millions de dollars de moins que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

La dette du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée est la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de la dette des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite est, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite dont on a soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

Selon les données préliminaires, la dette directe consolidée s'établit à 61 688 millions de dollars au 31 mars 2000, soit 57 988 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 3 700 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter qu'un montant de 758 millions de dollars est inclus dans la dette directe consolidée et représente des emprunts réalisés par anticipation en 1999-2000 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 2000-2001. Ainsi, en excluant ces emprunts par anticipation, la dette directe consolidée du gouvernement du Québec s'établit à 60 930 millions de dollars au 31 mars 2000, dont 57 230 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu.

Le passif net au titre des régimes de retraite s'établit à 39 227 millions de dollars au 31 mars 2000. Il est composé d'une somme de 44 262 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite duquel on a soustrait la valeur du FARR de 5 035 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale est donc de 100 157 millions de dollars.

TABLEAU 2.8

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2000 (en millions de dollars)

	Dette directe consolidée			Passif au titre des régimes de retraite	Dette totale
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total		
Dette prévue au 31 mars 2000	57 988	3 700	61 688	44 262	105 950
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	- 5 035	- 5 035
Emprunts effectués par anticipation	- 758	—	- 758	—	- 758
Total	57 230	3 700	60 930	39 227	100 157

Structure de la dette totale du gouvernement

Au 31 mars 2000, la proportion de la dette directe consolidée libellée en dollars canadiens est de 65,8 %, la part en devises étrangères s'établissant à 34,2 %. Si l'on considère également le passif net au titre des régimes de retraite, dont la totalité des engagements sont en dollars canadiens, la proportion de la dette totale en dollars canadiens s'élève à 79,1 %.

TABLEAU 2.9

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2000 INCLUANT L'EFFET DES TRANSACTIONS D'ÉCHANGE DE DEVISES (en millions de dollars)

Monnaies	Dette directe consolidée					Passif net au titre des régimes de retraite	Dette totale	
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	(%)	Organismes consolidés	Total	(%)			(%)
Dollar canadien	36 985	63,8	3 588	40 573	65,8	39 227	79 800	79,1
Dollar américain	12 489	21,5	112	12 601	20,4	—	12 601	12,5
Yen japonais	6 471	11,2	—	6 471	10,5	—	6 471	6,4
Franc suisse	1 362	2,3	—	1 362	2,2	—	1 362	1,3
Euro	681	1,2	—	681	1,1	—	681	0,7
Sous-total	57 988	100,0	3 700	61 688	100,0	39 227	100 915	100,0
Emprunts effectués par anticipation	- 758		—	- 758		—	- 758	
Total	57 230		3 700	60 930		39 227	100 157	

N.B.: La dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 18 février 2000.

Structure de la dette directe du Fonds consolidé du revenu

La part de la dette directe du Fonds consolidé du revenu en dollars canadiens est de 63,8 % et celle en devises étrangères est de 36,2 %. Par ailleurs, la part à taux fixe s'établit à 55,3 % à la fin du présent exercice financier, alors que la part à taux variable est de 44,7 %.

L'échéance moyenne pondérée de cette dette, excluant les obligations d'épargne et les bons du trésor, augmente de 10,6 ans au 31 mars 1999 à 11,4 ans au 31 mars 2000.

L'encours des produits d'épargne devrait s'établir à 2 635 millions de dollars et représenter 4,5 % de cette dette. L'encours des bons du trésor se situe à 1 774 millions de dollars, soit 3,1 % de la dette directe du Fonds consolidé du revenu.

Passif net au titre des régimes de retraite

Le passif au titre des régimes de retraite constitue la valeur comptabilisée des engagements pris par le gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Au 31 mars 2000, cette valeur s'élève à 44 262 millions de dollars.

Le gouvernement a créé, en 1993, le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) qui constitue une réserve liquide qui pourra éventuellement être utilisée pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Il est géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

Au 31 mars 2000, la valeur du FARR s'établit à 5 035 millions de dollars, en hausse de 2 826 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison des dépôts de 2 612 millions de dollars effectués par le gouvernement en 1999-2000 et des revenus de placements de 214 millions de dollars.

Ainsi, au 31 mars 2000, le passif net au titre des régimes de retraite s'établit à 39 227 millions de dollars.

Pour effectuer des dépôts au FARR, le gouvernement émet des obligations sur les marchés financiers. Il est important de noter que les dépôts au FARR effectués pendant l'exercice n'affectent pas la dette totale du gouvernement. En effet, le montant de l'emprunt réalisé pour effectuer le dépôt au FARR augmente la dette directe du Fonds consolidé du revenu mais diminue simultanément, et du même montant, le passif net au titre des régimes de retraite.

Pour analyser l'évolution des composantes de la dette directe du Fonds consolidé du revenu d'un exercice à l'autre, il est important d'exclure l'impact du FARR.

Ainsi, comme le montre le tableau qui suit, la dette directe du Fonds consolidé du revenu a augmenté de 1 496 millions de dollars entre les 31 mars 1999 et 2000 (après correction pour tenir compte des emprunts réalisés par anticipation). Cette hausse est cependant due entièrement au fait que des dépôts importants ont été effectués au FARR en 1999-2000. En effet, en retranchant de la dette directe du Fonds consolidé du revenu la valeur du FARR au 31 mars de chacun des exercices, on constate qu'en l'absence du FARR, la dette directe du Fonds consolidé du revenu aurait diminué de 1 330 millions de dollars, alors que le passif au titre des régimes de retraite aurait augmenté de 1 629 millions de dollars.

TABLEAU 2.10

**IMPACT DU FARR SUR LA DETTE DIRECTE DU FONDS CONSOLIDÉ DU
REVENU ET LE PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE**
(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	1999 ⁽¹⁾	2000 ⁽²⁾	Variations
Dettes directes du Fonds consolidé du revenu (incluant le FARR)			
Dettes directes du Fonds consolidé du revenu (incluant le FARR)	58 565	57 988	- 577
Emprunts effectués par anticipation	- 2 831	- 758	2 073
Dettes directes du Fonds consolidé du revenu (excluant le FARR)			
Dettes directes du Fonds consolidé du revenu (excluant le FARR)	55 734	57 230	1 496
Solde du FARR	- 2 209	- 5 035	- 2 826
Dettes directes du Fonds consolidé du revenu (excluant le FARR)	53 525	52 195	- 1 330
Passif net au titre des régimes de retraite			
Passif net au titre des régimes de retraite	40 424	39 227	- 1 197
Solde du FARR	2 209	5 035	2 826
Passif au titre des régimes de retraite	42 633	44 262	1 629
Dettes totales⁽³⁾	96 158	96 457	299

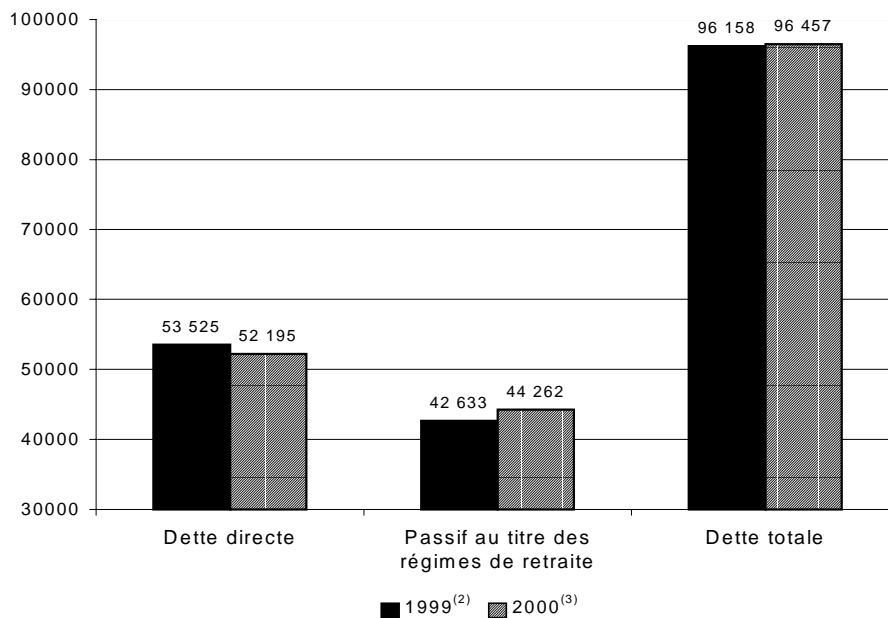
(1) Résultats préliminaires.

(2) Prévision.

(3) Excluant la dette des organismes consolidés.

GRAPHIQUE 2.4

DETTE DIRECTE (EXCLUANT LE FARR), PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DETTE TOTALE ⁽¹⁾
(en millions de dollars)



- (1) Excluant la dette des organismes consolidés.
 (2) Résultats préliminaires.
 (3) Prévision.

Accélération des dépôts au FARR

En décembre dernier, le gouvernement a annoncé qu'il accélérerait ses dépôts au FARR pour faire en sorte que, d'ici vingt ans, les sommes accumulées dans ce fonds soient égales à 70 % des obligations actuarielles du gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

L'introduction de la politique d'accélération des dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite se situe dans le cadre de l'entente intervenue en décembre dernier pour le renouvellement des conventions collectives des employés des secteurs public et parapublic.

Diminution du service de la dette

Cette nouvelle politique devrait engendrer une diminution des dépenses du service de la dette du gouvernement. En effet, comme les taux de rendement obtenus sur les fonds que gère la Caisse de dépôt et placement du Québec sont généralement plus élevés que les taux d'intérêt sur les obligations du gouvernement du Québec, les revenus du FARR, qui sont inscrits en réduction du service de la dette du gouvernement,

seront plus élevés que les dépenses d'intérêts additionnelles découlant des nouveaux emprunts. Il en résultera donc une réduction nette du service de la dette du gouvernement.

Pas d'impact sur les dépenses budgétaires

Il faut également noter que l'accélération des dépôts au FARR ne signifie pas une hausse des dépenses budgétaires du gouvernement à l'égard des régimes de retraite de ses employés. En effet, la comptabilisation des engagements du gouvernement à l'égard de ces régimes est déjà des plus rigoureuse : à chaque exercice, le gouvernement inscrit à ses dépenses la totalité de la valeur présente des prestations de retraite qu'il aura éventuellement à payer à l'égard des services rendus par ses employés au cours de ce même exercice ; de plus, la valeur des engagements pris dans le passé à l'égard des régimes de retraite des employés de l'État est déjà prise en compte dans les états financiers du gouvernement et ce, conformément aux pratiques comptables recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). La politique d'accélération des dépôts au FARR n'affectera donc pas la valeur des dépenses budgétaires à l'égard des régimes de retraite.

Une politique flexible

Le gouvernement aura toute la flexibilité nécessaire dans l'application de cette politique. Les dépôts au FARR ne seront effectués que lorsque les conditions sur les marchés financiers, notamment le niveau des taux d'intérêt et la réceptivité des marchés à des émissions d'obligations, seront favorables. Par ailleurs, le gouvernement pourra, s'il le désire, accélérer davantage ses dépôts au FARR, comme il l'a fait au cours du présent exercice financier.

Les emprunts et les investissements du secteur public

Au cours de l'année civile 1999, les emprunts bruts à long terme du secteur public ont totalisé 13 700 millions de dollars, une diminution de 356 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 2.11

EMPRUNTS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC (en millions de dollars)

	Années civiles				
	1995	1996	1997	1998	1999 ⁽¹⁾
Emprunts bruts					
Gouvernement ⁽²⁾	7 799	6 984	8 351	8 382	7 126
Institutions d'enseignement	799	1 259	881	468	982
Établissements de santé et de services sociaux	286	750	570	453	504
Hydro-Québec ⁽³⁾	2 222	1 792	1 884	2 481	2 220
Autres entreprises du gouvernement	1 097	1 361	1 117	105	699
Organismes municipaux	2 490	2 575	2 086	2 167	2 169
Total	14 693	14 721	14 889	14 056	13 700
Remboursements	8 123	10 015	12 259	13 069	9 626
Emprunts nets	6 570	4 706	2 630	987	4 074

(1) Résultats préliminaires.

(2) Montants empruntés durant l'année civile pour les besoins du Fonds consolidé du revenu, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document. Ces montants excluent aussi les emprunts effectués pour les besoins des organismes consolidés, des organismes non consolidés et de Financement-Québec, qui sont répartis dans les organismes et réseaux auxquels ils étaient destinés.

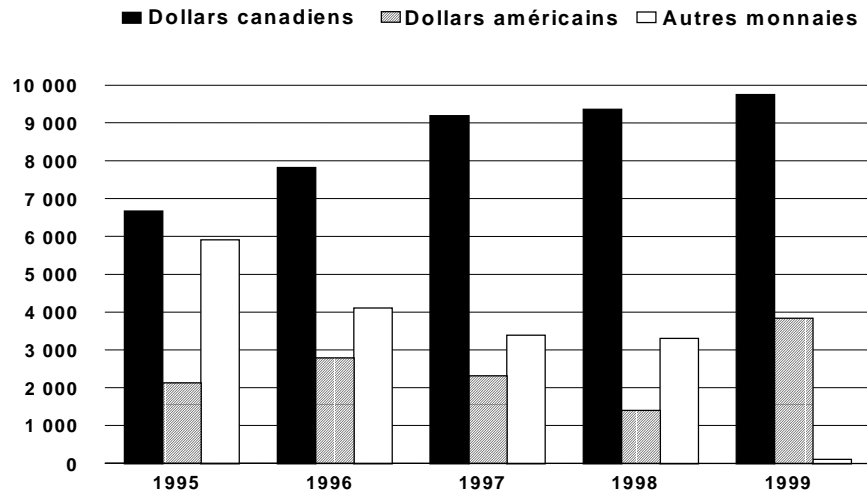
(3) Montants empruntés durant l'année civile, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document.

Les emprunts bruts libellés en dollars canadiens ont totalisé 9 760 millions de dollars en 1999, ce qui représente 71,2 % des emprunts totaux du secteur public. Quant aux emprunts bruts libellés en dollars américains, ils ont atteint 3 837 millions de dollars, soit 28,0 % du total, alors que les emprunts dans les autres monnaies s'établissaient à 103 millions de dollars, ce qui représente 0,8 % du total.

Par ailleurs, compte tenu des refinancements et des remboursements, les emprunts nets du secteur public sont évalués à 4 074 millions de dollars en 1999. Le rapport des emprunts nets au produit intérieur brut est passé de 0,5 % du PIB en 1998 à 2,0 % en 1999. La hausse de ce ratio est due à deux facteurs. D'abord, les emprunts réalisés par le gouvernement en 1999 pour effectuer des dépôts additionnels au FARR. Ensuite, la diminution très importante des remboursements d'emprunts du gouvernement entre 1998 et 1999, ce qui augmente les emprunts nets de 1999. Ce phénomène est dû au fait que les remboursements effectués au cours de l'exercice financier 1998-1999 ont été concentrés en 1998, alors que ceux effectués en 1999-2000 l'ont été au premier trimestre de 2000.

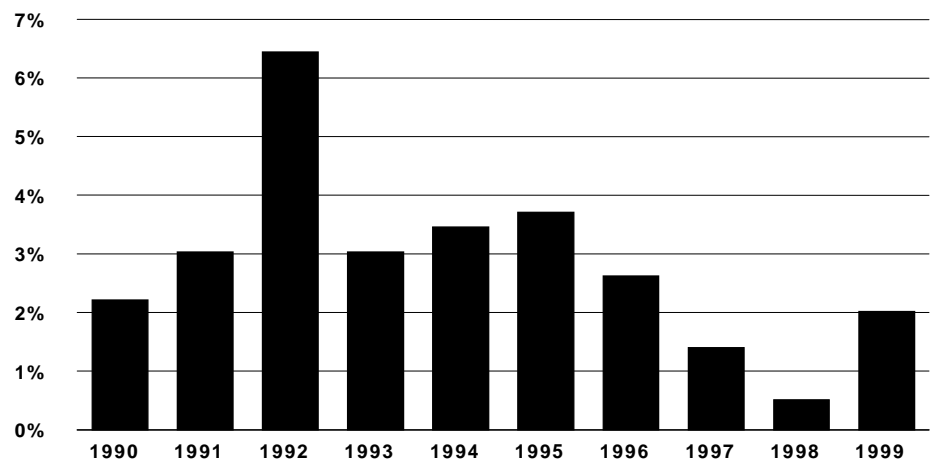
GRAPHIQUE 2.5

EMPRUNTS BRUTS DU SECTEUR PUBLIC PAR MONNAIE
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE 2.6

**EMPRUNTS NETS DU SECTEUR PUBLIC PAR RAPPORT
AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**



En 1999, les investissements du secteur public ont été de 6 401 millions de dollars, une baisse de 225 millions de dollars.

TABLEAU 2.12

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	Années civiles				
	1995	1996	1997	1998	1999 ⁽¹⁾
Gouvernement ⁽²⁾	992	878	799	907	962
Institutions d'enseignement ⁽³⁾	599	681	818	697	928
Établissements de santé et de services sociaux ⁽³⁾	472	448	409	628	623
Hydro-Québec ⁽⁴⁾	2 775	2 047	1 571	1 986	1 637
Autres entreprises du gouvernement ⁽⁵⁾	661	393	463	454	527
Organismes municipaux ⁽⁶⁾	2 197	2 142	1 948	1 954	1 724
Total	7 696	6 589	6 008	6 626	6 401

(1) Résultats préliminaires.

(2) Les investissements du gouvernement comprennent ses immobilisations ainsi que les subventions et les prêts pour investissements à des agents économiques extérieurs au secteur public. Les investissements financiers envers d'autres composantes du secteur public sont donc exclus.

Sources : Comptes publics du gouvernement du Québec, Conseil du trésor et ministère des Finances du Québec.

(3) Les investissements des commissions scolaires, des collèges et des universités ainsi que ceux des établissements de santé et de services sociaux comprennent la part supportée par les institutions elles-mêmes. Il est à noter que la part supportée par le gouvernement est financée par des subventions pour le service de la dette.

Source : Conseil du trésor.

(4) À partir de 1997, les placements financiers et les programmes commerciaux ont été exclus.

Source : Hydro-Québec.

(5) Les investissements des entreprises du gouvernement correspondent à l'accroissement des actifs à long terme. On exclut la Société québécoise d'assainissement des eaux dont les investissements sont compris au poste « Organismes municipaux ».

Sources : États financiers des entreprises du gouvernement du Québec et ministère des Finances du Québec.

(6) Les investissements des organismes municipaux comprennent ceux relatifs à l'assainissement des eaux, au transport en commun et aux équipements culturels et communautaires ainsi que les autres investissements des municipalités.

Sources : Conseil du trésor, ministère des Affaires municipales et de la Métropole et ministère des Finances du Québec.

Le tableau qui suit présente l'évolution comparative des emprunts et des investissements de l'ensemble du secteur public. Les emprunts nets totaux du secteur public incluent, en plus des emprunts nets à long terme mentionnés précédemment, les emprunts effectués à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, y compris les bons du trésor et les billets de trésorerie émis par le gouvernement, de même que le surplus annuel du compte « Régimes de retraite » du gouvernement. Au cours des quatre dernières années, les emprunts nets du secteur public ont été systématiquement inférieurs à ses investissements. En 1999, le ratio des emprunts nets aux investissements s'est établi à 0,43.

TABLEAU 2.13

**EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS
DU SECTEUR PUBLIC**
(en millions de dollars)

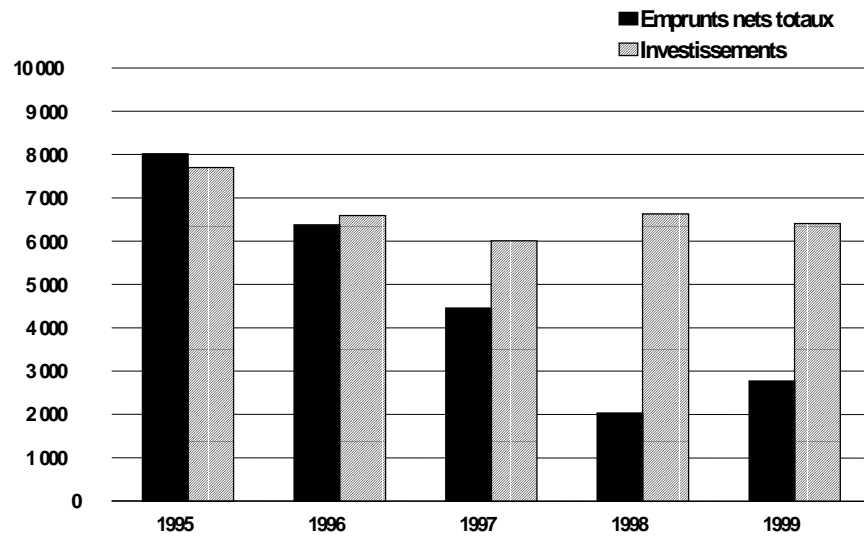
	Années civiles				
	1995	1996	1997	1998	1999 ⁽¹⁾
Emprunts nets à long terme	6 570	4 706	2 630	987	4 074
Montants nets des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme	177	—	—	—	—
Surplus du compte « Régimes de retraite » du gouvernement ⁽²⁾	1 264	1 678	1 827	1 040	- 1 294
Emprunts nets totaux	8 011	6 384	4 457	2 027	2 781
Investissements	7 696	6 589	6 008	6 626	6 401
Ratio	1,04	0,97	0,74	0,31	0,43

(1) Résultats préliminaires.

(2) Ce montant tient compte des dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ainsi que des revenus de ce fonds.

GRAPHIQUE 2.7

**EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS
DU SECTEUR PUBLIC**
(en millions de dollars)



Données historiques et résultats préliminaires

TABLEAU 2.14

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000 ⁽¹⁾
Opérations budgétaires					
Revenus autonomes	30 645	31 175	35 773	38 560	40 677
Transferts du gouvernement du Canada	8 142	6 719	5 989	8 090	6 284
Total des revenus	38 787	37 894	41 762	46 650	46 961
Dépenses d'opérations	- 36 702	- 35 254	- 36 578	- 39 332	- 39 573
Service de la dette	- 6 034	- 5 855	- 7 343	- 7 187	- 7 388
Total des dépenses	- 42 736	- 41 109	- 43 921	- 46 519	- 46 961
Surplus (déficit) budgétaire	- 3 949	- 3 215	- 2 159	131	0
Opérations non budgétaires					
Placements, prêts et avances	- 287	- 792	- 1 315	- 1 402	- 1 755
Immobilisations	—	—	- 209	- 217	- 372
Régimes de retraite	1 701	1 928	1 888	1 020	1 629
Autres comptes	- 413	- 57	111	991	958
Excédent non budgétaire	1 001	1 079	475	392	460
Surplus (besoins) financiers nets	- 2 948	- 2 136	- 1 684	523	460
Opérations de financement					
Variation de l'encaisse	853	1 433	473	- 1 983	2 182
Variation de la dette directe ⁽²⁾	2 169	794	1 295	2 490	184
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 74	- 91	- 84	- 1 030	- 2 826
Total du financement des opérations	2 948	2 136	1 684	- 523	- 460

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2000-2001.

- (1) Les résultats préliminaires pour 1999-2000 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 1999 à janvier 2000 et d'une estimation arrêtée au 3 mars 2000 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 1999-2000.
- (2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.15

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Revenus autonomes					
Impôts sur les revenus et les biens					
Impôt sur le revenu des particuliers	12 988	13 220	14 447	15 293	15 979
Cotisations au Fonds des services de santé	3 694	3 768	3 893	4 117	4 208
Impôts des sociétés	2 517	2 931	3 443	3 406	3 575
Droits de succession	—	- 1	—	—	—
	19 199	19 918	21 783	22 816	23 762
Taxes à la consommation					
Vente	5 614	5 213	5 488	6 426	6 868
Carburants	1 407	1 454	1 486	1 559	1 554
Tabac	265	283	323	523	509
Pari mutuel	2	—	—	—	—
	7 288	6 950	7 297	8 508	8 931
Droits et permis					
Véhicules automobiles	482	490	641	664	679
Boissons alcooliques	126	123	129	135	137
Ressources naturelles	236	227	381	242	339
Autres	165	169	179	181	186
	1 009	1 009	1 330	1 222	1 341
Revenus divers					
Ventes de biens et services	482	510	533	501	481
Intérêts	269	234	283	346	338
Amendes, confiscations et recouvrements	471	368	422	356	353
	1 222	1 112	1 238	1 203	1 172
Revenus provenant des entreprises du gouvernement					
Société des alcools du Québec	351	372	378	408	440
Loto-Québec	806	972	1 068	1 167	1 243
Hydro-Québec	422	661	636	754	1 022
Autres	348	181	652	802	1 037
	1 927	2 186	2 734	3 131	3 742
Organismes consolidés	—	—	1 391	1 680	1 729
Total des revenus autonomes	30 645	31 175	35 773	38 560	40 677
Transferts du gouvernement du Canada					
Programmes					
Péréquation	4 321	4 103	4 229	5 385	4 387
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	—	2 554	1 660	1 697	1 120
Contributions aux programmes de bien-être	2 031	- 2	—	—	—
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	1 689	- 38	26	60	11
Autres programmes	101	102	- 244	690	518
Organismes consolidés	—	—	318	258	248
	8 142	6 719	5 989	8 090	6 284
Total des transferts du gouvernement du Canada	8 142	6 719	5 989	8 090	6 284
Total des revenus budgétaires	38 787	37 894	41 762	46 650	46 961

TABLEAU 2.16

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

Ministères et organismes	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Assemblée nationale	77	71	65	71	72
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	99	42	36	94	42
Affaires municipales et Métropole	1 440	1 260	1 199	1 011	1 114
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	659	600	515	550	533
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique ⁽¹⁾	521	616	608	425	429
Conseil exécutif	61	45	41	44	180
Culture et Communications	400	392	392	493	458
Education	10 453	10 040	9 449	9 580	9 764
Emploi et Solidarité sociale	4 008	3 943	3 762	4 133	4 047
Environnement	189	180	152	180	253
Famille et Enfance	998	1 000	1 187	1 400	1 436
Faune et Parcs	83	87	117	108	75
Finances (excluant le service de la dette)	262	188	312	354	357
Industrie et Commerce	171	159	173	145	152
Justice et Condition féminine	460	465	459	492	466
Recherche, Science et Technologie	138	139	138	243	305
Régions	163	130	106	133	154
Relations avec les citoyens et Immigration	159	161	155	161	172
Relations internationales	120	103	97	108	119
Ressources naturelles	376	346	300	369	477
Revenu	511	631	1 085	845	659
Santé et Services sociaux	13 101	12 920	12 984	14 667	14 535
Sécurité publique	719	696	664	704	702
Tourisme	43	53	57	75	111
Transports	1 460	930	1 363	1 507	1 589
Travail	70	68	68	72	73
	36 741	35 265	35 484	37 964	38 274
Variation de la provision pour pertes sur placements en actions ⁽²⁾	- 39	- 11	—	—	—
Dépenses de programmes	36 702	35 254	35 484	37 964	38 274
Organismes consolidés	—	—	1 094	1 368	1 299
Total des dépenses d'opérations	36 702	35 254	36 578	39 332	39 573
Service de la dette					
• Fonds consolidé du revenu	6 034	5 855	6 766	6 574	6 724
• Organismes consolidés	—	—	577	613	664
Total du service de la dette	6 034	5 855	7 343	7 187	7 388
Total des dépenses budgétaires	42 736	41 109	43 921	46 519	46 961

(1) Les résultats préliminaires 1999-2000 contiennent des provisions permettant des virements à d'autres ministères et organismes entre la date de production des documents budgétaires et la fin de l'exercice financier.

(2) Provision créée et intégrée aux dépenses lorsque le déficit accumulé d'une entreprise du gouvernement excède le coût du placement en actions qu'y détient le gouvernement. Suite à la réforme de la comptabilité gouvernementale, elle est maintenant présentée aux revenus.

TABLEAU 2.17

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Placements, prêts et avances					
Fonds consolidé du revenu					
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT					
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :					
Société générale de financement du Québec	62	186	- 90	-40	-150
Société Innovatech du Grand Montréal	—	—	—	-101	-30
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	—	—	—	-31	-9
Société Innovatech Sud du Québec	—	—	—	-7	-5
Société Innovatech Régions ressources	—	—	—	—	-8
Autres	—	—	-3	-5	-1
	62	186	- 93	- 184	- 203
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	- 359	- 731	-931	-1 282	-1 536
PRÊTS ET AVANCES :					
Société générale de financement du Québec	—	—	9	—	14
Société Innovatech du Grand Montréal	—	- 26	-36	62	—
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	—	- 7	- 14	21	—
Société Innovatech Sud du Québec	—	- 4	—	3	—
Autres	—	- 21	—	—	—
	—	- 58	- 41	86	14
Total des entreprises du gouvernement	- 297	- 603	-1 065	- 1 380	- 1 725
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	7	- 192	-356	-119	-1
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	3	3	5	3	4
	- 287	- 792	- 1 416	- 1 496	- 1 722
Organismes consolidés	—	—	101	94	-33
Total des placements, prêts et avances	- 287	- 792	- 1 315	- 1 402	- 1 755
Immobilisations					
Fonds consolidé du revenu					
- Investissements nets	—	—	-117	-69	-98
- Amortissement	—	—	381	372	364
	—	—	264	303	266
Organismes consolidés	—	—	-473	-520	-638
Total des immobilisations	—	—	-209	-217	-372

TABLEAU 2.17 (SUITE)

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Régimes de retraite					
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT					
Participation du gouvernement à titre d'employeur RREGOP					
• Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	506	534	608	693	727
• Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	- 477	- 380	—	66	66
• Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime	93	139	—	—	16
Autres régimes					
• Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	188	169	135	147	154
• Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	- 2	- 4	—	—	20
• Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes	746	758	—	24	37
Total de la participation du gouvernement	1 054	1 216	743	930	1 020
Cotisations des employeurs autonomes	23	22	22	8	10
Cotisations des participants	154	156	120	206	121
Total des cotisations	177	178	142	214	131
Prestations, remboursements et frais d'administration	- 1 351	- 1 506	- 2 046	- 2 624	- 2 348
Intérêts sur le compte des régimes de retraite imputés au service de la dette ⁽²⁾	1 821	2 040	3 049	2 500	2 826
Total des régimes de retraite	1 701	1 928	1 888	1 020	1 629
Autres comptes					
Fonds consolidé du revenu	- 413	- 57	555	904	591
Organismes consolidés	—	—	- 444	87	367
Total des autres comptes	- 413	- 57	111	991	958
Total des opérations non budgétaires	1 001	1 079	475	392	460

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Le coût annuel des prestations constituées inclut la charge de retraite des organismes consolidés, soit 47 millions de dollars en 1999-2000.

(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.18

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale		Après réforme de la comptabilité gouvernementale		
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Variation de l'encaisse					
Fonds consolidé du revenu	853	1 433	-22	-2 831	2 073
Organismes consolidés	—	—	495	848	109
Total de la variation de l'encaisse	853	1 433	473	-1 983	2 182
Variation de la dette directe					
Fonds consolidé du revenu					
- Nouveaux emprunts	5 227	7 049	9 027	9 355	5 241
- Remboursements d'emprunts	- 3 058	- 6 255	-8 015	-6 399	-5 238
	2 169	794	1 012	2 956	3
Organismes consolidés					
- Nouveaux emprunts	—	—	1 094	296	750
- Remboursements d'emprunts	—	—	-811	-762	-569
	—	—	283	-466	181
Total de la variation de la dette directe	2 169	794	1 295	2 490	184
Fonds d'amortissement des régimes de retraite⁽¹⁾	- 74	- 91	-84	-1 030	-2 826
Total du financement des opérations	2 948	2 136	1 684	- 523	- 460

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999-2000 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Montant en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
20	—	4,50	18 mai	2026-12-01	100,124	4,492 ⁽⁸⁾
10	—	4,50	31 mai	2026-12-01	100,000	4,500 ⁽⁸⁾
5	—	4,50	1 ^{er} juin	2026-12-01	100,220	4,486 ⁽⁸⁾
4	—	4,50	7 juin	2026-12-01	100,000	4,500 ⁽⁸⁾
55 ⁽⁴⁾	—	7,75	7 juillet	2006-03-30	110,323	5,869
129 ⁽⁴⁾	—	11,00	7 juillet	2009-04-01	136,812	5,959
60 ⁽⁴⁾	—	9,375	12 juillet	2023-01-16	137,574	6,292
52 ⁽⁴⁾	—	5,25	5 août	2002-04-01	98,511	5,860
20 ⁽⁴⁾	—	7,75	5 août	2006-03-30	108,396	6,189
50 ⁽⁴⁾	—	11,00	5 août	2009-04-01	133,739	6,283
22 ⁽⁴⁾	—	9,00	5 août	2012-02-10	122,120	6,403
34 ⁽⁴⁾	—	6,00	5 août	2029-10-01	92,495	6,574
362	—	6,00	17 août	2029-10-01	90,573	6,734
98 ⁽⁴⁾	—	5,25	3 septembre	2002-04-01	98,310	5,965
78 ⁽⁴⁾	—	6,50	3 septembre	2007-10-01	101,301	6,291
68 ⁽⁴⁾	—	8,50	3 septembre	2026-04-01	123,521	6,609
2 200	1 500 \$US	7,50	24 septembre	2029-09-15	99,547	7,538
92 ⁽⁴⁾	—	7,75	5 octobre	2006-03-30	108,618	6,120
78 ⁽⁴⁾	—	6,50	5 octobre	2007-10-01	101,930	6,190
79 ⁽⁴⁾	—	6,00	5 octobre	2029-10-01	92,867	6,546
58	4 000 ¥	2,11*	8 décembre	2009-12-08	100,000	2,100
221 ⁽⁴⁾	—	7,50	10 décembre	2003-12-01	103,849	6,388
94 ⁽⁴⁾	—	9,375	10 décembre	2023-01-16	130,166	6,772
25	—	4,50	21 janvier	2026-12-01	101,832	4,383 ⁽⁸⁾
127 ⁽⁴⁾	—	6,50	4 février	2007-10-01	97,161	6,983
56 ⁽⁴⁾	—	5,50	4 février	2009-06-01	89,839	7,001
5	—	4,50	4 février	2026-12-01	102,260	4,356 ⁽⁸⁾
67 ⁽⁴⁾	—	6,00	4 février	2029-10-01	88,343	6,931
129 ⁽⁴⁾	—	6,50	6 mars	2007-10-01	99,404	6,600
28 ⁽⁴⁾	—	5,50	6 mars	2009-06-01	92,198	6,642
140 ⁽⁴⁾	—	8,50	6 mars	2026-04-01	124,273	6,546
217	150 €	5,75*	15 mars	2006-12-15	101,400	5,490
446 ⁽⁵⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
6 ⁽⁶⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
106 ⁽⁷⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers

5 241

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de ceux marqués d'un astérisque.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

(5) Produits d'épargne émis par Placements Québec.

(6) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

(7) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(8) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999-2000 POUR LES ORGANISMES CONSOLIDÉS ⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
31 ⁽⁴⁾	—	6,50	3 septembre	2007-10-01	101,144	6,316
98 ⁽⁴⁾	—	5,50	3 septembre	2009-06-01	93,897	6,348
89 ⁽⁴⁾	—	5,25	21 septembre	2002-04-01	98,621	5,844
155 ⁽⁴⁾	—	6,50	21 septembre	2007-10-01	101,848	6,204
161 ⁽⁴⁾	—	5,50	21 septembre	2009-06-01	94,658	6,241
52 ⁽⁴⁾	—	7,50	10 décembre	2003-12-01	103,849	6,388
45 ⁽⁴⁾	—	5,50	4 février	2009-06-01	89,839	7,001
27 ⁽⁴⁾	—	5,25	6 mars	2002-04-01	98,101	6,239
63 ⁽⁴⁾	—	7,50	10 mars	2003-12-01	103,414	6,450
29 ⁽⁵⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
750						

(1) Incluant des emprunts de 296 millions de dollars effectués pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

(5) Billets à moyen terme sur divers marchés européens.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999-2000 PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES ORGANISMES NON CONSOLIDÉS

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽²⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
63 ⁽³⁾	—	6,50	3 septembre	2007-10-01	101,144	6,316
10 ⁽³⁾	—	6,50	21 septembre	2007-10-01	101,848	6,204
93 ⁽³⁾	—	5,50	4 novembre	2009-06-01	92,897	6,508
34 ⁽³⁾	—	7,50	10 novembre	2003-12-01	104,286	6,285
117 ⁽³⁾	—	9,375	10 novembre	2023-01-16	129,973	6,789
126 ⁽³⁾	—	9,375	10 décembre	2023-01-16	130,166	6,772
443						

(1) Les intérêts sont payables semestriellement.

(2) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(3) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

TABLEAU 2.22

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999-2000 PAR LE GOUVERNEMENT POUR FINANCEMENT-QUÉBEC ⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
98 ⁽⁴⁾	—	7,75	23 juin	2006-03-30	110,664	5,819
99 ⁽⁴⁾	—	6,50	25 juin	2007-10-01	103,870	5,900
99 ⁽⁴⁾	—	5,50	30 juin	2009-06-01	95,456	6,117
98 ⁽⁴⁾	—	9,50	30 juin	2011-09-02	127,501	6,240
4 ⁽⁴⁾	—	6,50	3 septembre	2007-10-01	101,144	6,316
46 ⁽⁴⁾	—	6,50	21 septembre	2007-10-01	101,848	6,204
398	—	6,50	28 février	2005-12-01	99,533	6,596
102 ⁽⁴⁾	—	5,50	6 mars	2009-06-01	92,198	6,642
944						

(1) Financement-Québec est une entreprise du gouvernement créée en 1999-2000 pour faire des prêts à certains établissements du secteur public du Québec, notamment ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation. Auparavant, ces établissements empruntaient auprès du Fonds de financement. Au cours des prochains mois, Financement-Québec devrait commencer à emprunter sur les marchés financiers en son nom propre, avec la garantie du gouvernement. L'exercice 1999-2000 a été un exercice de transition pour le Fonds de financement et Financement-Québec. Ainsi, le montant de 944 millions de dollars inscrit au titre des emprunts de Financement-Québec est constitué d'un montant de 500 millions de dollars d'avances consenties par le Fonds consolidé du revenu à Financement-Québec et d'un montant de 444 millions de dollars avancé au Fonds de financement par le Fonds consolidé du revenu pour effectuer des prêts à des établissements qui sont maintenant desservis par Financement-Québec. Ces prêts ont été transférés à Financement-Québec en cours d'exercice.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

TABLEAU 2.23

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1999 PAR HYDRO-QUÉBEC

Montant en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
404	—	6,00	26 janvier	2031-08-15	100,913	5,936
405	—	6,00	22 février	2031-08-15	101,263	5,912
497	—	6,00	30 juin	2009-07-15	99,417	6,078
881 ⁽⁴⁾	—	Divers*	Diverses	Diverses	Divers	Divers
7 ⁽⁵⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
26 ⁽⁶⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
2 220						

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de ceux marqués d'un astérisque.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(5) Billets à moyen terme sur divers marchés européens.

(6) Montants encaissés en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalent à 1 800 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 31 décembre 1999.

Section 2

Annexe 2.1

Données du Discours sur le budget 1999-2000 et résultats préliminaires selon la structure budgétaire 2000-2001

TABLEAU 2.1.1

**DONNÉES DU DISCOURS SUR LE BUDGET 1999-2000 ET RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES SELON
LA STRUCTURE BUDGÉTAIRE 2000-2001**

(en millions de dollars)

	Discours sur le budget du 9 mars 1999			Résultats préliminaires
	Structure budgétaire 1999-2000	Redressements ⁽¹⁾	Structure budgétaire 2000-2001	
REVENUS				
Impôts sur les revenus et les biens	23 022	- 48	22 974	23 949
Taxes à la consommation	8 556	—	8 556	9 066
Droits et permis	1 402	7	1 409	1 507
Revenus divers	2 367	21	2 388	2 413
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	2 937	—	2 937	3 742
Revenus autonomes	38 284	- 20	38 264	40 677
Transferts du gouvernement du Canada	6 908	—	6 908	6 284
Total des revenus	45 192	- 20	45 172	46 961
DÉPENSES				
Santé et Services sociaux	- 14 051	2	- 14 049	- 14 884
Éducation et Culture	- 10 051	10	- 10 041	- 10 383
Soutien aux personnes et aux familles	- 4 736	- 53	- 4 789	- 4 780
Économie et Environnement	- 4 894	41	- 4 853	- 5 473
Gouverne et Justice	- 3 143	20	- 3 123	- 3 344
Amortissement des immobilisations	- 718	—	- 718	- 709
Sous-total	- 37 593	20	- 37 573	- 39 573
Service de la dette	- 7 599	—	- 7 599	- 7 388
Total des dépenses	- 45 192	20	- 45 172	- 46 961
Surplus	—	—	—	—

(1) Détail des redressements requis pour rendre les données du Budget 1999-2000 comparables à celles du Budget 2000-2001 :

- mise en place en 2000-2001 du dernier volet de la politique familiale à l'égard des places à contribution réduite dans les services de garde qui a pour effet d'augmenter les revenus et les dépenses de 61 millions de dollars;
- intégration du Curateur public dans la structure budgétaire, ce qui augmente les revenus et les dépenses de 28 millions de dollars;
- les revenus et les dépenses des organismes consolidés sont réduits de 109 millions de dollars afin d'éliminer les opérations réalisées entre des organismes à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.

L'ensemble de ces redressements se traduit par une baisse des revenus et des dépenses consolidés de 20 millions de dollars. Ces ajustements n'ont aucun impact sur le surplus.

Section 2

Annexe 2.2

Résultats des organismes consolidés

Résultats des organismes consolidés

Les revenus provenant des organismes consolidés totalisent 1 977 millions de dollars, en hausse de 58 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars dernier. Quant aux dépenses de ces organismes, elles s'établissent à 1 963 millions de dollars, une augmentation de 52 millions de dollars. Ces variations proviennent notamment de la hausse des opérations effectuées par ces organismes avec des entités à l'extérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Les résultats nets des organismes consolidés montrent un surplus de 14 millions de dollars, soit 6 millions de dollars de plus qu'escompté au Discours sur le budget de mars 1999. Des résultats meilleurs que prévu pour certains organismes, dont le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et Investissement-Québec, font plus que compenser le déficit anticipé du Fonds de l'assurance-médicaments.

TABLEAU 2.2.1

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS ⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1999-03-09	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget
Revenus autonomes	1 680	1 670	1 729	59
Transferts du gouvernement du Canada	258	249	248	- 1
Total des revenus	1 938	1 919	1 977	58
Dépenses d'opérations	- 1 368	- 1 246	- 1 299	- 53
Service de la dette	- 613	- 665	- 664	1
Total des dépenses	- 1 981	- 1 911	- 1 963	- 52
Résultats nets	- 43	8	14	6

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Les données apparaissant à ce tableau excluent les transactions effectuées avec d'autres entités à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Section 2

Annexe 2.3

Liste des organismes consolidés

ORGANISMES

Agence de l'efficacité énergétique
 Agence métropolitaine de transport
 Bibliothèque nationale du Québec
 Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec
 Commissaire de l'industrie de la construction
 Commission de la capitale nationale du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des lésions professionnelles
 Commission des normes du travail
 Commission des services juridiques
 Commission des valeurs mobilières du Québec
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Grande bibliothèque
 Héma-Québec
 Institut de la statistique du Québec
 Institut de police du Québec
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut national de santé publique du Québec
 Investissement-Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office des professions du Québec
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie de l'énergie
 Régie des installations olympiques
 Sidbec
 Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de télédiffusion du Québec
 Société d'habitation du Québec
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

Société immobilière du Québec
 Société nationale de l'amiante
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise d'information juridique
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société des traversiers du Québec
 Tribunal administratif du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
 Fonds de développement du marché du travail
 Fonds de développement régional
 Fonds de financement
 Fonds de gestion de l'équipement roulant
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de l'assurance-médicaments
 Fonds de l'état civil
 Fonds de l'industrie des courses de chevaux
 Fonds de l'information gouvernementale
 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
 Fonds de partenariat touristique
 Fonds de perception
 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
 Fonds des pensions alimentaires⁽¹⁾
 Fonds des registres
 Fonds des services de police
 Fonds des services gouvernementaux
 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances
 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds du centre financier de Montréal
 Fonds forestier
 Fonds relatif à la tempête du verglas
 Fonds spécial de financement des activités locales
 Fonds spécial olympique.

N.B. : Cette liste ne comprend que les organismes et fonds spéciaux actifs dans l'année financière 1999-2000.

(1) Cette entité effectue aussi des opérations de nature fiduciaire.